



DECLARATION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL ET DES AGENTS DE L'ALLIER AU CTL DE Janvier 2012

Monsieur le Président,

Se servant de la crise, le gouvernement n'hésite plus à présenter les fonctionnaires comme les principaux fautifs de l'explosion de la dette publique. Baisse des rémunérations, suppressions d'emplois, attaques contre le statut, restructuration drastique des services publics au travers de la RGPP, le gouvernement cherche par tous les moyens à mettre à genoux les fonctionnaires, à livrer au marché les activités publiques jugées rentables et à liquider tout le reste. Encore une fois, les agents de la DGFIP ne sont pas épargnés, on cherche à leur faire payer une crise dont ils ne sont pas responsables, afin de garantir aux actionnaires des dividendes toujours plus importants.

Et les mesures régressives tombent !

A la DGFIP, cela signifie encore 2441 emplois de moins !

De 2008 à 2012 ce sont donc 13000 emplois supprimés ! Le taux de non remplacement des départs à la retraite est évalué à 65,9% pour 2012, bien au delà une fois de plus de l'objectif gouvernemental du non remplacement d'un départ sur deux à la retraite.

Cette situation déjà insupportable, devient encore plus intenable ! Les services sont à la rupture et les agents n'en peuvent plus ! Après la suppression de 2500 emplois en 2011, cette nouvelle saignée se traduira une fois de plus par des difficultés supplémentaires dans l'exercice des missions, un nouveau renforcement des pressions et des contrôles exercés sur les agents, et une intensification insupportable des rythmes de travail.

Pour nous, tout cela procède d'une même politique de prétendue réduction de la dépense publique sans aucune analyse cohérente des besoins sociaux. La finalité en est claire, en se soumettant aux marchés financiers, au FMI et à la Commission Européenne, le gouvernement sacrifie les missions de services publics et les outils de solidarité sociale sur l'autel des coûts et de l'emploi.

Pourtant, l'emploi public est économiquement utile et socialement rentable. Mieux vaut conserver des agents au service d'un public de plus en plus demandeur que de dépenser des sommes astronomiques dans une réforme inique qui consacre une dégradation du service à l'utilisateur. Pour exemple, la mise en place des SIP a coûté plus de 200 millions d'euros. Pourtant, derrière la belle vitrine, la cote d'alerte est dépassée dans les services et les files d'attente d'utilisateurs s'allongent devant les centres des finances publiques.

FAIRE PLUS AVEC TOUJOURS MOINS DE MOYENS, TELLE EST L'IMPOSSIBLE EQUATION DE LA DGFIP !!!

Pour la troisième année consécutive la DGFIP dans un excès de zèle sans précédent applique pour le départ des agents à la retraite une suppression de 2 agents sur 3 au lieu de 1 sur 2 (dogme déjà absurde) soit un taux de non remplacement à 66 % , cela va se traduire par la dis-

partition de 2441 emplois Equivalent Temps Plein pour 2012, ce qui portera à plus de 25 000 les emplois perdus depuis 2002, soit 17 % de l'effectif global.

Et rendre un meilleur service à l'utilisateur ?
Plus personne n'est dupe de ce discours ...

La seule ambition dont peut se prévaloir Bercy, c'est celle qui conduit à toujours moins de technicité pour les agents, à toujours plus de polyvalence, à toujours moins de garantie de gestion, à toujours plus de flexibilité dans un contexte de pénurie d'emplois dont l'acuité se mesure au malaise désormais permanent des agents des finances publiques qui croulent de plus en plus sous le poids des réformes régressives et des restructurations, des aménagements immobiliers inconséquents, du manque de moyens humains pour accomplir les missions dans des conditions décentes. Alors qu'ils souffrent de la perte du sens de leur travail et d'un management obsédé par la satisfaction des indicateurs, quelle est la réponse de la Direction Générale :

La catégorie la plus fortement sollicitée reste la catégorie C, qui absorbe à elle seule 60% des suppressions de postes. Ainsi, entre 2006 et 2012, la catégorie C aura connu une diminution drastique de ses effectifs (moins 16%), tandis que sur la même période celle des A+ aura crû de près de 46%.

Le malaise profond des fonctionnaires et les suppressions d'emplois une nouvelle fois annoncées ne vont qu'amplifier et accélérer la faillite d'un système qui a oublié l'humain.

Sans la cheville ouvrière de la DGFIP, que deviendra cette armée mexicaine que l'on déploie pour s'assurer une loyauté indéfectible ?

A la DGFIP, le volume des suppressions d'emplois est inacceptable et deviendra vite insurmontable !!! Comment vont fonctionner les services ? Malheureusement nous le savons bien : en parant au plus pressé, en sacrifiant les missions, en s'attachant uniquement aux apparences statistiques sous la pression hiérarchique et dans des conditions de vie au travail de plus en plus dégradées. De plus, la mise à mal de la conscience professionnelle des agents, la non reconnaissance de leur technicité, le manque de reconnaissance tout court, voire le mépris, etc ... tout cela ne peut que déboucher sur un désastre humain et par voie de conséquence, une mise à mal encore accrue des services publics.

Au delà de la dégradation de l'exercice des missions et de l'abandon du service à l'utilisateur, ce sont bien les agents qui vont pâtir au quotidien des conséquences des suppressions d'emplois : les possibilités de mutation vont être considérablement réduites et les situations familiales et personnelles difficiles vont se multiplier.

Pour l'Allier, l'application à la DGFIP de la Révision Générale des Politiques Publiques et de son cortège toujours plus important de suppressions d'emplois et donc de création de chômage aura pour conséquence directe la disparition de 16 emplois de cadres C.

L'an dernier à la même époque nous disions « Après des dizaines de suppressions d'emplois dans le département, dans tous les services de notre administration il est impossible, pour les agents de faire un travail de qualité sans les moyens nécessaires à l'exercice de leur mission. Certaines missions à enjeux prioritaires et la politique des indicateurs qui les accompagnent s'effectuent au détriment du travail de fond et d'autres missions tout aussi importantes. Nous sommes arrivés à un véritable point de rupture. »

Nous y sommes, les agents de moins en moins nombreux sont partagés entre colère et désespoir. Que comptez vous faire ? Quelles missions sont et seront abandonnées ? Nous ne pourrions plus nous contenter de reprendre la DPA de l'année précédente et de toujours majorer les objectifs..

La question est simple: qui va effectuer les missions des 21 emplois supprimés ? Nous avons bien compris que vous nous proposez d'augmenter la charge de travail des collègues les moins bien payés. Comment dans ces conditions parler d'épanouissement dans le travail ?

Et ce ne sont ni la mise en place de la MMR, nouvelle agence de surveillance des derniers agents ou les stages sur la qualité de la vie au travail qui peuvent répondre à nos attentes.

C'est pourquoi nous refusons les suppressions d'emplois programmées pour 2012.

C'est pourquoi nous exigeons les créations d'emplois suivantes qui nous paraissent être indispensables à la fois au bon exercice de nos missions et à l'amélioration de nos conditions de travail.

A compléter

Trésoreries municipales : création de postes B et C pour faire face aux charges sans cesse croissantes car les collectivités locales ne réduisent pas le flux des opérations qu'elles adressent à leur poste comptable quand celui-ci voit ses effectifs diminuer

SIE: rétablir les services de l'enregistrement sur chaque SIE . création d'emplois B pour assurer toutes les missions du SIE en particulier pour gérer la CET et les changements de taux de TVA.

SIP: création de postes B et C pour constituer une cellule foncière dans chaque SIP. Création de postes B et C pour assurer l'accueil. Création de postes C pour les secteurs de gestion et de recouvrement

FI: recréation complète de la cellule FI de Montluçon, maintien des autres cellules

Cadastre: création de postes d'opérateurs au plan sur les antennes de MOULINS et MONTLUÇON. Maintien de tous les emplois B en prévision de la révision.

PCE: création de postes B

Trésoreries rurales : création de postes B et C pour répondre aux nouvelles missions d'accueil en matière d'IR

Aujourd'hui, avec les agents et aux côtés de l'ensemble des personnels de la Fonction Publique nous exigeons

- l'arrêt de la politique aveugle de suppressions d'emplois
- les moyens nécessaires à la pérennisation du financement des missions publiques
- l'ouverture immédiate de négociations salariales visant à une augmentation générale de la valeur du point d'indice et non pas des mesures individuelles qui ne bénéficient qu'à un petit nombre ou des primes de « Fonctions et de Résultats ».